

Jerzy Eisler

GEORGES VALOIS ET UNE IDEOLOGIE DE COMBATTANTS

Qui était Georges Valois ou plutôt Alfred Georges Cressent¹, car c'est ainsi que s'appelait de son vrai nom ce penseur français et homme d'action né en 1879 ? Il fut, sans aucun doute, une personnalité pleine de contradictions intérieures, un homme qui cherchait toujours et luttait contre sa propre ambition. Ernst Nolte pense que, dans toute la direction de l'« Action Française », seul Valois peut être comparé à Benito Mussolini, aussi bien en raison de son origine qu'en raison de ses actions. Valois a su lier une philosophie du pouvoir, un peu primitive et conçue dans sa jeunesse, aux différentes idées puisées dans Friedrich Nietzsche, Charles Maurras, ou même empruntées au christianisme². Il semble pourtant qu'il a emprunté le plus à la pensée politique de Georges Sorel qu'il avait rencontré en 1898 et qui l'avait fasciné presque tout de suite.

Valois a dû se rallier l'opinion de Sorel qui disait que pour la renaissance de la France on a besoin d'un mythe nouveau et très fort³. C'est le syndicalisme qui devait devenir ce mythe.

A l'époque de l'affaire Dreyfus, Valois, en tant que « vrai révolutionnaire », appartenait aux défenseurs du capitaine alsacien contre lequel se sont alliés l'Armée, la Magistrature, l'Eglise et l'Etat. Puisqu'une éventuelle défaite des antidreyfusards aurait de façon décisive affaibli la position et le prestige de l'Etat bour-

¹ En 1906, Cressent a publié chez Armand Colin un ouvrage controversé. Il a avoué ensuite qu'il l'avait publié sous le pseudonyme Valois pour des raisons de famille, pour ne pas provoquer le scandale. Nous ne savons pas pourquoi il avait choisi un tel pseudonyme, mais les sympathies monarchistes dont il a fait preuve à cette époque-là, n'y étaient pas, nous semble-t-il, sans importance. V. « Le Nouveau Siècle », le 29 janvier 1926.

² E. Nolte, *Le fascisme dans son époque*, vol. I : *L'« Action Française »*, Paris 1970, pp. 250 - 251.

³ G. Sorel, *Réflexion sur la violence*, Paris 1924, p. 383.

geois, plusieurs socialistes et anarchistes étaient persuadés qu'en appuyant les dreyfusards, ils préparaient la révolution future ⁴.

Avec le temps, les conceptions de Valois ont pourtant commencé à évoluer vers la droite. Il est difficile de dire ce qui en a décidé, mais, nous semble-t-il, l'attitude de certains militants socialistes qui à l'instar d'Alexandre Millerand, étaient enclins à participer aux travaux de l'Etat parlementaire, donc par là même à collaborer à son futur renforcement, n'y fut pas sans importance. Valois commença donc à chercher des alliés parmi les gens de l'extrême droite, parmi ceux qui, tout comme lui-même, haïssaient la République démocratique et parlementaire et luttèrent contre elle de toutes leurs forces. Ainsi en 1906, Valois, lié jusqu'alors avec les anarchistes syndicalistes, fut conquis pour le monarchisme et adhéra à l'« Action Française ». Il voulait créer une espèce de pont entre la pensée politique de Sorel et celle de Maurras et il a, de façon conséquente, enrichi d'éléments sociaux la doctrine politique de l'« Action ». Déjà avant la Grande Guerre, il affirmait que l'antirépublicanisme des syndicalistes devait les conduire au monarchisme. Selon lui, la République ne garantissait pas aux ouvriers le libre développement que la Monarchie aurait permis, et c'est pourquoi il a décidé de trouver dans la monarchie lancée par Maurras une place pour les ouvriers. Ce furent des conceptions irréelles, se référant à la tradition du socialisme utopique du XIX^e siècle. Valois affirmait par exemple que la coalition avec la classe ouvrière était une chance historique pour la bourgeoisie qui pourrait ainsi créer les fondements forts et sains de la monarchie. Il s'efforçait de rendre la doctrine de l'« Action Française » populaire non seulement dans les hôtels de l'aristocratie et les salons de la riche bourgeoisie mais aussi dans les faubourgs ouvriers. Et ce ne fut pas un hasard si Valois, en mettant en forme ses conceptions sociales, se référa au nom du patron du collectivisme français pour créer le Cercle Proudhon que Sorel et Maurras patronnaient de façon plutôt symbolique.

En décembre 1911 eut lieu la première réunion du Cercle qui devait faciliter les contacts des intellectuels de l'« Action Fran-

⁴ G. Valois, *D'un siècle à l'autre. Chronique d'une génération, 1885 - 1920*, Paris, 1922, pp. 138 - 143.

çaise » avec les syndicalistes. En effet, Valois croyait qu'une authentique alliance entre les ouvriers et le monde des producteurs aurait mis fin à tout parasitisme économique ou politique. Pourtant les slogans d'« unité nationale » et d'« élimination des conflits de classes » n'ont pas trouvé de plus large écho, le Cercle est resté une organisation à influence limitée, et Sorel lui-même n'y a jamais adhéré⁵.

Au Cercle Proudhon adhéraient ceux qui croyaient que « la démocratie est la plus grande erreur du siècle passé ». Dans la déclaration publique, on constatait : « Si l'on veut conserver et accroître le capital moral, intellectuel et matériel de la civilisation, il est absolument nécessaire de détruire les institutions démocratiques »⁶.

Il semble que, pour les membres du Cercle, le programme négatif, la critique de la République et de l'état de choses existant, étaient une plate-forme commune. Par contre, ils n'avaient pas de programme positif commun. Maurras prévoyait dans « son » Etat certains changements sociaux, toutefois il les faisait dépendre de la bonne volonté du monarque. Il est difficile de croire que cette manière toute paternaliste de traiter les questions sociales aurait pu satisfaire longtemps les ouvriers.

Valois passa la Première Guerre mondiale sur le front et après l'armistice retourna à une vie politique active. En mars 1920, il fonda la Confédération de l'Intelligence et de la Production Française qui avait pour but de créer en France une organisation corporatiste. La même année, sous les auspices de l'« Action Française », il publia l'ouvrage *L'économie nouvelle* qui reste sous la nette influence de la pensée politique de Sorel. Dans cet ouvrage, Valois s'oppose à la lutte marxiste des classes et propage l'idée de syndicalisme. En même temps, il publia dans l'« Action Française » une série d'articles consacrés à ce même problème, et ses conceptions, appelées « syndicalisme intégral », constituaient un appui socio-économique au « nationalisme intégral » de Maurras

⁵ J. Levey, *Georges Valois and the « Faisceau » : The Making and Breaking of a Fascist*, « French Historical Study », 1973, n° 2, p. 280.

⁶ Z. Sternhell, *Anatomie d'un mouvement fasciste en France. Le « Faisceau » de Georges Valois*, « Revue Française de Science Politique », vol. XXVI, 1976, n° 2, p. 7.

ou — comme le voulaient certains — le contrebalançaient. Pour le moment, Valois n'a pas encore rompu avec les royalistes, car il croit que le Duc d'Orléans, une fois sur le trône, introduira en France le fascisme à l'instar de Victor Emmanuel III⁷.

Au début des années vingt, Valois devint de plus en plus indépendant. Dans la question du soutien du Bloc National par l'« Action Française », il présentait une position différente de celle de la Ligue. Il demandait aussi une réforme monétaire radicale et une stabilisation du franc. En même temps, il s'opposait à la participation de l'« Action » à la vie parlementaire et aux élections générales. Après la rupture avec l'« Action Française », il constata que la séparation fut le résultat des différences entre une doctrine décidément antiparlementaire et une tactique qui admettait une participation aux élections⁸.

En même temps, il subissait une fascination progressive pour le fascisme. En 1922, sous les auspices de l'« Action Française », parut à ce sujet le premier ouvrage en langue française. C'est Pietro Gorgolini qui fut l'auteur du *Fascisme*. En novembre 1923, Valois fut reçu à Rome par Mussolini qui l'a littéralement fasciné. Il semble que la victoire du fascisme italien en imposa à Valois qui, tout simplement, enviait Mussolini et voulait lui-même devenir un *duce* français. Il faut souligner que tout comme le dictateur italien et son élève allemand, Valois désirait dès le début donner à son entreprise un caractère social et révolutionnaire. Dans la lutte contre la ploutocratie, il voulait réunir tous les révolutionnaires : ouvriers, syndicalistes, socialistes et même communistes. En 1924, après la victoire remportée aux élections par l'Etat parlementaire, le ton des discours de Valois devint plus acerbe et il décida de mobiliser les combattants pour défendre les fruits de la victoire.

A cette époque-là, ses fascinations personnelles concouraient avec le besoin social (dans certains milieux) d'un « homme fort » que l'on pourrait suivre en aveugle. Valois décida donc de profiter de cette situation favorable : l'accès au pouvoir de la gauche parlementaire et le gaspillage — selon l'opinion sociale — des fruits

⁷ J. Levey, *op. cit.*, pp. 280 - 283.

⁸ « Le Nouveau Siècle », le 15 janvier 1926.

de la victoire. En février 1925, avec l'appui du « roi des parfums », François Coty, Valois commença à publier un hebdomadaire de combattants « Le Nouveau Siècle ». Dans le manifeste publié dans le premier numéro de la revue, signé entre autres par Serge André, René Benjamin, Hubert Bourgin, Henri Ghéron, Henri Massis, Georges Suarez et naturellement Georges Valois, nous lisons : « Comme au 2 août 1914, nous ne voulons connaître qu'un parti : celui de la France. Nous voulons une politique : celle de la Victoire. Nous voulons ses conditions : un Chef national, la fraternité française, une nation organisée dans ses Familles, ses Métiers et ses Provinces ; la foi religieuse maîtresse d'elle-même et de ses oeuvres ; la justice de tous et au-dessus de tous. Nous voulons atteindre l'objectif de la victoire ; la grandeur nationale, pour le bénéfice moral et matériel de tous les Français légitimes. Nous ne fondons ni un parti ni une ligue. Nous travaillerons à former ou à réformer les légions de la victoire, légions de combattants, de chefs de famille, de producteurs, de citoyens [...] Nous voulons que la France soit au premier rang des nations qui servent la paix par l'esprit de la victoire, qui rendent l'Europe à la destinée qu'Athènes, Rome et Paris lui ont préparée et par laquelle les peuples vivent selon la justice, dans la prospérité, sous le commandement des plus hautes vertus de la civilisation, pour que l'homme grandisse sous le regard de Dieu »⁹.

Ainsi, pour les signataires de ce manifeste et tous ceux qui voudraient y adhérer avec eux, le jour du 2 août 1914 incarnait le début symbolique d'un nouveau siècle. Selon eux, c'est ce jour-là que la « véritable révolution européenne » a commencé. Par malheur, on oublia vite ce jour d'enthousiasme national et déjà en 1915 commença une « contre-révolution ». Le Parlement passa à l'offensive en déclarant qu'il maintiendrait après la guerre le régime de la III^e République, ce régime que Valois considérait comme démocratique de nom et ploutocratique en réalité. La France déclarait officiellement qu'elle entrait en guerre pour défendre le Droit, la Démocratie et la Justice, mais elle a vite oublié ces objectifs et la lutte a perdu son caractère progressiste. Dans les tranchées de la Grande Guerre, on croyait qu'après

⁹ *Ibidem*, le 26 février 1925.

la victoire, la France serait grande et puissante comme jamais auparavant, et qu'une vraie hiérarchie des valeurs serait établie. A la tête de l'Etat se trouverait le chef des combattants ; les combattants se trouveraient aussi à la tête de toutes les entreprises privées. En réalité, après l'armistice, les combattants furent victimes de la grande mystification, car déjà dès le début de 1919 les financiers et les hommes politiques libéraux « travaillaient à annuler les résultats de la victoire »¹⁰.

Georges Valois désirait grouper autour de lui les combattants, mais il entendait par là non seulement des combattants de guerre, mais aussi tous les gens « qui ont l'esprit du combattant et qui se mettent au service de la révolution nationale ». En même temps, il désirait créer une élite de la nation, moralement pure et composée de diverses couches, classes et professions. En premier lieu, il comptait sur les gens « à qui l'esprit chrétien a donné ses lumières et l'amour du prochain ». A son avis, la révolution nationale devait être une synthèse des idées du catholicisme, du socialisme et de l'esprit national. A la tête de l'Etat national, créé en dehors des partis et des classes, et qui incarnerait l'esprit de la victoire (soumission totale des valeurs matérielles aux valeurs spirituelles, morales et intellectuelles), devrait — selon Valois — se trouver un chef qui n'aurait représenté aucun parti ni aucune classe. Ce chef sera le défenseur de l'ordre intérieur, le garant de la force et de la continuité du pouvoir étatique ; il cherchera des collaborateurs parmi les combattants et résoudra toutes les questions importantes personnellement. Pour éviter une influence de différents groupes de pression, le chef ne peut, en aucun cas, être élu par les masses. Sans trancher définitivement cette question, Valois proposait une alternative : chef héréditaire ou chef désigné par son prédécesseur¹¹. En même temps, il s'exprimait fermement contre la dictature qui, selon lui, n'était qu'une solution provisoire facilitant le passage de la crise pour aboutir à nouveau au parlementarisme¹².

Le mouvement lancé par Valois prenait peu à peu une forme d'organisation plus concrète. Le 16 avril 1925, avec la participa-

¹⁰ G. Valois, *La révolution nationale*, Paris 1924, pp. 20 - 23, 27 - 38.

¹¹ *Ibidem*, p. 162 - 170, 178 - 184.

¹² « Le Nouveau Siècle », le 12 novembre 1925.

tion du futur fondateur et dirigeant du Francisme, Marcel Bucard, furent créées des Légions. Ce fut une organisation qui réunissait dans ses rangs des combattants à orientation nettement antiparlementaire. En vertu de l'article 3 du règlement intérieur, seuls les combattants français pouvaient devenir membres des Légions, et l'article 4 les excluait du groupe des combattants parlementaires¹³.

Valois présenta l'idée des Légions deux semaines plus tôt. Pour lui, étaient légionnaires tous ceux qui travaillaient activement à la création d'un monde nouveau, et non pas ceux qui se contentaient de défendre le statu quo contre les attaques bolcheviques. En même temps, il s'élevait violemment contre l'ordre établi qui, selon lui, était représenté par le parlementarisme dans la politique, le libéralisme dans l'économie, l'anarchie dans la vie privée et enfin par « une infantile glorification de l'homme » qui en apparence est grand et noble, mais qui souvent se comporte comme une brute. Au nom des combattants, Valois demandait un « véritable chef » et non un dirigeant corrompu et embrouillé dans les intrigues politiques. Il demandait aussi une restauration de la famille qui devait être saine et forte, ainsi qu'un assainissement de la vie sociale et spirituelle. Son idéal, ce devrait être un homme dévoué, croyant et aimant Dieu. Dans le même article, Valois proposa pour la première fois le fascisme comme alternative au communisme¹⁴.

Cette proposition n'était pas unique en France à l'époque. La même année 1925 parut à Paris l'ouvrage de l'ancien rédacteur en chef du journal « La Liberté », Camille Aymard, intitulé *Bolchevisme ou fascisme... ? Français, il faut choisir*. Dans cet ouvrage, dédié aux combattants français et à la jeunesse française, l'auteur affirmait déjà dans l'introduction que c'est précisément la jeune génération qui se trouve devant l'alternative présentée par le titre et qu'elle ne peut pas se dérober à ce choix. Aymard se déclarait pour le fascisme qui, selon lui, « est né de la révolte spontanée du sentiment national ». Qui plus est, il prétendait que la France du milieu des années vingt était mûre pour le fascisme,

¹³ *Ibidem*, le 30 avril 1925.

¹⁴ *Ibidem*, le 2 avril 1925.

grâce auquel elle pourrait enfin mettre au point ses relations avec l'Italie et se référer à l'amitié séculaire entre les deux nations latines ¹⁵.

Le 11 octobre 1925, Valois quittait définitivement l'« Action Française ». Ce jour-là, il publia dans la revue de la Ligue son article d'adieu *Nouvelle étape*. Il y écrivit qu'il quittait l'« Action Française » non pas à cause de différences de doctrine, mais parce qu'il pensait qu'à ce moment-là la revue « Le Nouveau Siècle », qui touchait la société de façon plus large, lui offrait un meilleur champ d'action. Maurras lui répondit de manière aussi courtoise que « ce désaccord essentiel sur une méthode future ne peut faire oublier aucun détail du magnifique passé » ¹⁶.

Une lecture attentive de cet article permet d'avancer la thèse que la séparation ne s'est pourtant pas faite dans une ambiance aussi idyllique. Les chefs de l'« Action Française » regardaient avec envie l'activité de leur ancien collègue qui, grâce à son dynamisme, était prêt à leur enlever, sinon toute, au moins une grande partie de leur clientèle politique. Le programme de Valois était, sans aucun doute, beaucoup plus attirant pour un Français moyen que le monarchisme élitaire de l'« Action Française ». De plus, Valois, fasciné et inspiré par l'Italie fasciste, pouvait dans sa propagande souligner les succès socio-politiques de celle-ci. Yves Guchet, biographe français de Valois, montra de façon assez juste la vraie raison de son départ de l'« Action Française ». La cause des malentendus et, par conséquent, de la séparation se trouve dans la polémique à propos de la convocation des Etats généraux que demandaient Charles Maurras et Léon Daudet dans le but de reconstruire un Etat puissant. C'est le problème de l'ordre dans lequel on devait agir qui provoquait le désaccord : Valois voulait d'abord résoudre les questions sociales pour gagner la nation, tandis que les chefs de l'« Action » proposaient de restituer la monarchie avant de passer à la discussion sur les réformes ¹⁷.

¹⁵ C. Aymard, *Bolchevisme ou fascisme... ? Français, il faut choisir*, Paris 1925, pp. 188 - 189.

¹⁶ L'« Action Française », le 12 octobre 1925. L'article a été repris dans sa version intégrale par l'hebdomadaire « Le Nouveau Siècle », le 15 octobre 1925.

¹⁷ Y. Guchet, *Georges Valois — L'« Action Française », le « Faisceau », la République syndicale*, Paris 1975, pp. 148 - 149.

Il en résulte que la raison fut plutôt d'ordre tactique que doctrinaire. Zeev Sternhell voit ce problème de façon quelque peu différente. Pour lui la scission de l'« Action Française » n'est rien d'autre qu'une révolte des jeunes contre les slogans vieilliss de la Ligue ; tout comme un quart du siècle plus tôt, les jeunes maurrassiens s'élevèrent contre le vieux nationalisme bourgeois et conservateur. Selon Sternhell, ce fut une lutte pour vaincre le vieux monde du XIX^e siècle et le remplacer par un monde nouveau : fasciste¹⁸. Jules Levey présente la même opinion quand il écrit que « Valois avait une nature de révolutionnaire, tandis que Maurras était conservateur sinon réactionnaire »¹⁹.

Un mois précisément après son départ de l'« Action Française », le jour du septième anniversaire de la victoire de la Grande Guerre, donc le 11 novembre 1925, Valois créa l'organisation le « Faisceau ». Pendant la manifestation dans la salle Wagram, en présence de 6000 personnes, on proclama la naissance du « parti » dont le nom était une traduction directe du mot italien *fascio*. Au cours de cette manifestation prirent entre autres la parole le fils de Maurice Barrès — Philippe, Jacques Arthus et naturellement Valois qui parlait de la politique de la victoire et de la crise parlementaire dans divers pays d'Europe, en affirmant que l'équipe gouvernementale de la France ne serait pas capable de la surmonter. Valois proposa donc une solution radicale. Il demandait avant tout la formation d'un Etat national qui devrait être assez fort pour pouvoir se défendre aussi bien contre l'ennemi intérieur qu'extérieur²⁰.

Le « Faisceau » des Combattants et des Producteurs était composé de quatre sections. La première groupait les combattants de la Grande Guerre et des guerres coloniales. La seconde — celle des corporations — rassemblait les producteurs, donc aussi bien les paysans que les ouvriers, les employés, les techniciens et même les chefs d'entreprises. Dans la troisième se sont trouvés les jeunes de moins de vingt ans. A la section des citoyens (la quatrième) pouvaient s'inscrire tous ceux qui, pour diverses raisons,

¹⁸ Z. Sternhell, *op. cit.*, p. 8.

¹⁹ J. Levey, *op. cit.*, p. 287.

²⁰ « Le Nouveau Siècle », le 12 novembre 1925.

n'avaient pas pu se trouver dans trois autres sections ainsi que les femmes françaises²¹. Les membres de trois premières sections payaient 10 francs de cotisation, ceux de la quatrième — 15 francs. A ceux qui payaient annuellement 150 francs revenait le titre de membre bienfaiteur et à ceux qui versaient 500 francs au compte du mouvement, celui de membre fondateur²². Les membres du « Faisceau » portaient des chemises bleues dont la couleur rappelait celle des uniformes français du début de la Première Guerre mondiale et se faisaient passer volontiers pour de vrais fascistes. L'organisation imitait consciemment les chemises noires italiennes et tentait de lier l'inspiration étrangère aux traditions nationales.

Il serait bien de rappeler ici que, tout au début, on croyait que le fascisme resterait un phénomène spécifiquement italien, et Mussolini lui-même affirmait que le fascisme n'était pas une « marchandise d'exportation ». Néanmoins, avec le temps, à mesure que se développaient dans plusieurs pays des mouvements politiques imitant (avec des résultats différents) l'exemple italien, les aspirations des idéologues du fascisme se sont accrues et ont montré des prétentions à créer l'Etat modèle du XX^e siècle. Aux pays démocratiques et libéraux (ces reliques du XIX^e siècle), on commença à opposer des « jeunes » Etats autoritaires et totalitaires ; le système corporatif devait être, dans le sentiment de ses partisans, une panacée contre les crises économiques et la lutte des classes. Pendant la V^e session de la réunion générale du Conseil National de la Corporation en novembre 1933, Mussolini précisait que pour pouvoir bien introduire le régime corporatif il faut réunir trois conditions : un parti unique, un Etat totalitaire et un haut idéalisme des citoyens²³.

Cependant pour Valois, le fascisme était un mouvement à caractère universel, universel dans le même sens que le nationalisme et le socialisme. Jusqu'alors, ces deux notions étaient, selon lui, contradictoires et ce fut le fascisme qui les a reliées. D'après Valois, aussi bien le nationalisme que le socialisme étaient des com-

²¹ *Ibidem*, le 15 novembre 1926.

²² *Ibidem*, le 12 novembre 1925.

²³ T. Ch r o m e c k i, *Autorytatywne państwo korporacyjne Mussoliniego* [L'Etat corporatif autoritaire de Mussolini], Warszawa 1938, p. 216.

posantes indispensable du fascisme, car le premier tendait à rendre sa place à la nation continuellement affaiblie par la finance internationale, et le second voulait défendre la famille ouvrière ou paysanne brisée par l'individualisme économique et social. Cette fusion du nationalisme et du socialisme ne pouvait se faire que dans le fascisme qui allait créer un nouvel Etat défendant avec le même engagement les intérêts nationaux ainsi que sociaux²⁴.

L'Etat national devait être fort et indépendant de la volonté des citoyens, il devait être placé au-dessus d'eux. Il devait les protéger et même diriger leurs pas. En même temps, Valois était persuadé que l'Etat devait résoudre les questions socio-économiques. Il était pour une sage décentralisation et affirmait fermement que l'Etat devait s'appuyer sur la famille qui — en tant que la plus petite cellule sociale — devait être entourée de soins spéciaux²⁵.

L'organisation le « Faisceau » demandait la création d'une « véritable représentation des intérêts nationaux sous la forme de deux Assemblées : Assemblée des métiers (délégués des corporations), Assemblée de chefs de famille (délégués des communes) »²⁶. Valois se rendait compte du fait que la réalisation d'un tel postulat n'aurait pas mis fin à l'oeuvre qu'il avait commencée. Déjà en 1922, il écrivit dans l'« Action Française » : « L'ensemble des professions ne constitue pas toute la nation et que l'Assemblée des métiers ne fait pas l'Etat »²⁷.

Le 30 janvier 1926, Valois écrivit dans « Le Nouveau Siècle » que le mouvement n'avait pas pour but de détruire les structures économiques indispensables à la vie de la nation et de l'Etat mais, au contraire, de veiller sur leur développement favorable dans l'avenir, et de ne liquider que celles qui entravent ce développement favorable. Le lendemain, il constata que dans le monde contemporain l'Etat parlementaire était un anachronisme. C'est pourquoi, quelque temps plus tard, il commença à appeler ouvertement à la révolution nationale qui était devenue, selon lui, une nécessité.

²⁴ G. Valois, *Le fascisme*, Paris 1927, pp. 23 - 26.

²⁵ « Le Nouveau Siècle », le 12 novembre 1925.

²⁶ *Ibidem*, le 15 août 1926.

²⁷ L'« Action Française », le 4 décembre 1922.

La doctrine du « Faisceau » est devenue un mélange bizarre d'éléments anarcho-syndicaux et d'un conservatisme que Valois avait puisé dans la tradition de l'« Action Française », et, en même temps, elle était nettement inspirée par le fascisme italien. Jadis, l'historiographie prêtait attention presque à ce second fait. Le célèbre historien français, René Rémond, et après lui, entre autres, Jean Plumyène et Raymond Lasierra suggéraient que le fascisme était un phénomène importé. Les deux derniers affirmaient que pendant la guerre régnait en France le nazisme et pendant l'entre-deux-guerres le fascisme français — c'était avant tout une fascination pour le régime italien ²⁸.

Les historiens français semblent oublier que, déjà aux élections à Nancy de 1898, leur compatriote Maurice Barrès avait proposé un programme socio-politique qui se caractérisait par trois mots : « nationalisme — protectionnisme — socialisme » et que ses partisans s'étaient réunis en Comité Republicain National et Socialiste. Barrès lui-même écrivit pendant un certain temps pour « La Cocarde », revue dans laquelle, pour la première fois, les socialistes collaboraient avec les nationalistes et que Valois a reconnue plus tard comme la première revue fasciste. C'est Eugen Weber, historien américain, qui l'a signalé. Selon lui, Barrès concilia le programme social de la gauche (socialisme) avec le programme politique de la droite (nationalisme) ²⁹.

De pareilles recherches avaient été entreprises en Allemagne fédérale par Ernst Nolte. Contrairement aux historiens français qui se sont avant tout concentrés sur les différences existant entre la droite nationaliste traditionnelle et le fascisme, Nolte cherche précisément des éléments communs ou apparentés : anticommunisme, antiparlementarisme, chauvinisme, corporatisme ou aversion du progrès. Cette voie fut suivie par l'Américain Robert Soucy. Dans ses études, il affirme que c'est précisément en France que la frontière entre le fascisme et la droite autoritaire et

²⁸ J. Plumyène, R. Lasierra, *Les fascismes français*, 1923 - 1963, Paris 1963 ; R. Rémond, *La droite en France. De la première restauration à la V^e République*, vol. I - II, Paris 1968.

²⁹ E. Weber, *Nationalism, Socialism and National-Socialism in France*, « French Historical Study », 1962, n^o 3, pp. 275 - 276.

nationaliste traditionnelle est particulièrement confuse³⁰. Dans sa biographie de Barrès, il est prêt à le reconnaître comme le précurseur du fascisme français. Selon lui, le barrésisme et le fascisme, même s'ils différaient en certains points, avaient des points de doctrine communs : l'anticommunisme, l'antiparlementarisme, l'antilibéralisme, le nationalisme intégral, une forte croyance dans le renouveau militaire. Soucy a souligné le rôle important de Barrès dans l'oeuvre du renouveau national des années 1905 - 1914 et l'a appelé cofondateur de la nouvelle droite en France. Cette droite vivait avec un désir de revanche alimenté par l'affaire Dreyfus et la politique laïque de la République. Ce fut Barrès, semble-t-il, qui le premier formula le principe du « nationalisme intégral » repris ensuite et développé par Charles Maurras³¹.

D'ailleurs Maurras et Barrès se complétaient réciproquement, et ils ont tous les deux exercé une grande influence sur les jeunes générations. Mais autant Maurras fut parfois considéré comme précurseur du fascisme, autant pendant de longues années le nationalisme conservateur de Barrès n'a pa été associé à la généalogie du fascisme. On voyait en Maurras le promoteur d'idée et le maître spirituel des fascistes français comme Robert Brasillach ou Pierre Drieu La Rochelle, en oubliant que lui-même fut pour ainsi dire le disciple de Barrès³².

Il semble que Robert Soucy ait raison de montrer que le fascisme français avait emprunté le nationalisme à Barrès et l'a rendu plus violent. Selon l'historien américain, la plate-forme nationale et socialiste des élections de 1898 avait déjà beaucoup de points communs avec le premier socialisme national allemand. Les deux programmes furent antisémites et voyaient dans les Juifs la source de toutes les difficultés économiques ; ils furent extrêmement nationalistes, corporatistes et appelaient les ouvriers, la petite bourgeoisie et les paysans à former une coalition contre le grand capital et le « féodalisme financier international ».

³⁰ R. J. Soucy, *The Nature of Fascism in France*, in : *International Fascism, 1920 - 1945*, New York 1966, p. 35.

³¹ R. J. Soucy, *Fascism in France. The Case of Maurice Barrès*, Los Angeles-London 1972, pp. 9 - 11, 302.

³² R. J. Soucy, *Barrès and Fascism*, « French Historical Study », 1967, n° 1, p. 67.

Aussi bien Barrès que les nazis proclamaient que l'unité nationale était une condition indispensable de l'ordre intérieur et voyaient dans le marxisme la source de la lutte des classes qui troublait cette unité⁸⁸.

Il est indispensable de rappeler que le chercheur soviétique A. J. Guralskij essaya, déjà en 1948, de réfuter la thèse des origines étrangères du fascisme français. A côté de Maurras et Barrès, il indiquait comme précurseurs du fascisme des hommes tels que Joseph de Maistre, René de la Tour du Pin ou Georges Sorel déjà cité. Guralskij rappelle que le contre-révolutionnaire de Maistre se déclarait ouvertement contre l'égalité des hommes, comme le fascisme l'a fait 150 ans plus tard. En raison de son monarchisme, de Maistre devint l'un des maîtres de Maurras. Il croyait que la révolution ne ferait qu'« épurer » la monarchie et soulignait que l'amour de la monarchie avait été « codé » dans les hommes par Dieu. Cette monarchie, selon lui, c'est la famille aimée par chaque homme, et la fidélité à la famille, c'est tout simplement le patriotisme. Selon cette conception, la Révolution française ne fut rien d'autre qu'un acte « antinational et anti-patriotique ». Le chercheur soviétique souligne de plus que le corporatisme moderne a ses racines en France. Cette question a été soulevée par le marquis René de la Tour du Pin qui, dans l'ouvrage *Vers un ordre social-chrétien*, considérait le système corporatif comme la base sociale de l'Etat chrétien et monarchique. Le modèle qu'il proposait devait garantir la paix sociale, être l'un des supports de la monarchie et assurer un bon fonctionnement de l'économie du pays. Selon lui, le corporatisme devrait être établi en vertu des lois de l'Etat et non pas dépendre de la bonne volonté de n'importe qui. Ce ne serait donc pas un système d'associations ou de sociétés volontaires mais un système imposé d'en haut. Contrairement aux « catholiques philanthropes », qui voyaient dans la corporation un moyen de rapprochement entre l'aristocratie et des organisations ouvrières catholiques, René de la Tour du Pin soulignait particulièrement l'idée d'une dictature de cette aristocratie. L'aristocratie serait donc une espèce d'élite, et c'est par là que sa doctrine du corporatisme fut le modèle de tous les

⁸⁸ R. J. Soucy, *Fascism in France...*, p. 228.

systèmes fascistes. En même temps, tout comme les idéologues ultérieurs du fascisme, il considérait les étrangers, et en particulier les Juifs, comme toujours responsables de toutes les irrégularités dans la vie sociale et économique³⁴.

Si nous complétons cette image du « préfascisme » français par l'extrême élitisme de Maurras, que le chef des fascistes belges Léon Degrelle appela le « père intellectuel de tous les fascistes européens », par les théories racistes d'Edouard Drumont et Arthur de Gobineau dans lesquelles l'hitlérisme a puisé à pleines mains, et par les conceptions sociales de Sorel qu'on essayait de mettre en pratique dans l'Italie de Mussolini, alors il s'avérera que l'apport de la pensée politique française à la doctrine fasciste fut en effet immense. Et l'opinion de Kazimierz Wyka, éminent humaniste polonais affirmant que Sorel, qui connaissait personnellement Mussolini-socialiste, n'aurait jamais accepté ses actions ultérieures car dans le système corporatif de l'Italie fasciste le caractère de classes de la société fut perdu, n'y changerait rien³⁵.

La thèse de la généalogie française du fascisme fut présentée de la façon la plus catégorique par Zeev Sternhell, professeur à l'Université de Jérusalem. Dans son excellent ouvrage consacré à la droite révolutionnaire, il prouve qu'en effet le fascisme prend ses racines en France. Selon lui, le fascisme français de l'entre-deux-guerres ne fut rien d'autre que la reprise, le développement et l'adaptation aux nouvelles conditions de quelques slogans et leurs éléments particuliers, de l'époque de la révolte des jeunes au début du XX^e siècle. De plus, il démontre que même la langue a très peu changé, seulement certaines notions ont pris un sens nouveau. Déjà en 1902, Paul Lanoir parlait du besoin de créer le « faisceau » — la famille des travailleurs. En même temps, il appelait dans ses articles à se réunir autour des idéaux tels que « la patrie, la famille, le travail libérateur ». Pour Sternhell, le fascisme français ne fut en aucun cas une création importée mais le fruit de cinquante ans de recherches et d'expériences de la réaction nationale. S'il y a quelque imitation —

³⁴ A. J. G u r a l s k i j, *Francuzskij fašizm i ego popytka zahvata vlasti v 1934 g.*, « Trudy po novoj i novejšej istorii », vol. I, 1948, pp. 198 - 200.

³⁵ K. W y k a, *Jerzy Sorel*, Warszawa 1935, p. 4.

écrit-il de façon suggestive — c'est du côté des Italiens, Mussolini y compris, qui cherchaient une inspiration chez les syndicalistes révolutionnaires et les nationalistes français³⁶.

Valois se rendait très bien compte du fait qu'il était impossible de transplanter sans critique le fascisme italien sur le terrain français. Pour lui, le fascisme était quelque chose de plus qu'un mouvement spécifiquement italien. Selon lui, le fascisme prenait une dimension, comme on l'a dit, universelle³⁷. En même temps, Valois se référait volontiers aux éléments français de cette doctrine universelle. Il a reconnu en Sorel le « père intellectuel du fascisme » et a rappelé que Mussolini lui-même avait déclaré dans une interview que c'était à lui qu'il avait emprunté le plus. A cette occasion Valois protestait contre la tentative de rattacher au fascisme Maurras que Sorel appelait le philosophe du café³⁸.

Georges Valois voyait nettement les différences qui existaient entre l'Italie d'avant la marche sur Rome et la France du milieu des années vingt. Pour l'Europe de l'époque, la France restait le principal vainqueur de la Grande Guerre, la puissance qui, avec la Grande-Bretagne, jouait le rôle dirigeant dans la Société des Nations et décidait du visage politique du vieux continent. Il ne faut pas oublier que, pour plusieurs pays créés après la Première Guerre mondiale, la III^e République était un régime modèle. Et ce ne fut pas un hasard si plusieurs pays de l'Europe centrale avaient adopté le modèle français de démocratie parlementaire en imitant plus ou moins ouvertement les institutions de la III^e République et en suivant ses expériences. Cependant l'Italie d'avant 1922 fut le vainqueur vaincu. Le pays était détruit par une guerre dont l'Etat n'avait pas su tirer de profits plus importants. A la Conférence de la Paix, les trois grands ont écarté les Italiens de la décision commune sur les affaires du continent et les ont traités en parents pauvres, en offensant ainsi, sans aucun doute, leur orgueil national. En Italie, l'amertume provoquée par l'immensité des destructions et le nombre des victimes ne fut pas récompensée, même dans une moindre mesure, par un sentiment

³⁶ Z. Sternhell, *La droite révolutionnaire, 1885 - 1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris 1978, pp. 401 - 403, 406 - 407.

³⁷ « Le Nouveau Siècle », le 3 décembre 1925.

³⁸ *Ibidem*, le 27 avril 1926.

de puissance, même illusoire. Au contraire, au lieu d'un sentiment du succès politique en raison de la reconquête de la paix, c'est le slogan « victoire infirme » qui a fait fortune. Enfin une dernière différence, très importante, entre la situation en France et en Italie. En 1925, la crise économique dominait sur les bords de la Seine, tandis que trois ans plus tôt, sur les bords du Tibre, ce fut une crise politique au sens le plus large du mot qui avait décidé des sentiments sociaux.

Valois, comme nous l'avons déjà dit, voyait toutes ces différences et en était conscient. Le 19 novembre 1925, il écrivait dans « Le Nouveau Siècle » : « Le fascisme italien a sauvé l'Italie en employant des méthodes conformes au génie italien ; le fascisme français emploiera des méthodes conformes au génie français ». Le chef du « Faisceau », nous semble-t-il, a bien compris la spécificité du fascisme français. Il est significatif qu'il ait reconnu pour « l'esprit français » entre autres la tradition de la Révolution de 1789. « Le fascisme français — dit-il — est exactement dans le fil du mouvement de 1789 ; il s'y rattache ; il le prolonge ; il le dépasse en lui donnant une conclusion que les peuples cherchent depuis un siècle »³⁹.

Selon lui, le fascisme est toujours national et social, et bien qu'il possède un caractère universel, il est impossible de parler d'internationale fasciste mais uniquement de fascismes nationaux⁴⁰. Avec le temps, Valois a abandonné, pendant une certaine période, une telle vision des choses. C'est lui le premier qui a entrepris de former quelque chose comme une internationale fasciste. Le 2 décembre 1926, pendant une réunion pour la collaboration avec l'Italie qui se tenait à Paris, il a lancé le slogan qui appelait à créer un axe fasciste des pays latins : l'Italie — la France — le Portugal — l'Espagne — la Belgique⁴¹. Mais comme cette idée de « bloc latin » n'avait pas rencontré de plus vif écho, Valois fut obligé de revoir ses projets et de renoncer à cette initiative.

Valois étudiait les oeuvres des leaders du catholicisme social français, le marquis René de la Tour du Pin et le comte Albert

³⁹ *Ibidem*, le 14 juillet 1926.

⁴⁰ *Ibidem*, le 28 janvier 1926.

⁴¹ *Ibidem*, le 3 décembre 1926.

de Mun. Valois a enrichi le corporatisme catholique de ces deux penseurs d'idées anarcho-syndicalistes puisées dans la doctrine de Sorel. En même temps, il essayait de lier en pratique le programme social de Sorel avec l'idéologie de Maurras, à cette différence que, contrairement au « Maître » des royalistes, il éliminait soigneusement l'antisémitisme de son programme. Valois pensait que l'antisémitisme pouvait être une passion de parti, mais ne pouvait point être une doctrine de gouvernement⁴². En plus, il proclamait que les Juifs devaient participer à la révolution fasciste, car « un sentiment de la justice extraordinairement fort » les rapprochait, de façon naturelle, du socialisme⁴³.

L'attitude de Valois envers les communistes, si différente de ce qui se passait au-delà des Alpes, est une preuve supplémentaire qu'il désirait réaliser une version nationale, française du fascisme. Il s'élevait contre la ploutocratie, symbolisée par le capitalisme de la libre concurrence. Comme il pensait que pour les communistes la ploutocratie était aussi l'ennemi principal, il visait à élaborer les bases d'une coopération avec l'extrême gauche. Les communistes furent à l'époque considérés en France comme destructeurs de l'ordre social, et Valois, malgré cela ou peut-être pour cette raison précisément, décida de prendre contact avec eux. Peut-être leur « barbarisme slave », effet d'une influence étrangère, le choquait-il un peu, mais, malgré tout, il était prêt à collaborer avec eux dans la lutte contre le capital. Le 19 mars 1925, dans « Le Nouveau Siècle », il a distingué le communisme qui devrait se développer en France de celui qui a triomphé en Russie après la révolution. Il affirmait que les Slaves habitant « entre l'Europe et l'Asie » étaient capables, en raison de leurs caractères nationaux, d'accepter et d'admettre le « soviétisme » qui, en réalité, fut créé par les Juifs russes. Selon lui, les communistes français ont fait autrement, car ils s'élevaient avant tout contre la ploutocratie et la finance internationale. « Il n'y a pas de différence très profonde entre eux et nous — écrivait Valois. — Ils sont comme nous, en rébellion contre le règne de l'Argent ». Et c'est dans cela qu'il voyait une possibilité de coopération avec les com-

⁴² Y. Guchet, *op. cit.*, p. 155.

⁴³ « Le Nouveau Siècle », le 25 février 1926.

munistes patriotes pour libérer le prolétariat et assainir la situation sociale en France.

C'est ce « flirt avec la gauche » du chef du « Faisceau » (fait intéressant, on retrouve aussi le même phénomène dans les « Nationalsozialistische Briefe » en 1925) qui n'a pas plu à ses anciens collaborateurs de l'« Action Française ». A partir du 7 décembre 1925, « Le Nouveau Siècle », réalisant ce qu'il annonçait déjà plus tôt, est devenu un quotidien. Le lendemain, dans l'« Action Française », Léon Daudet, visiblement dégoûté, commentait avec désapprobation cette manœuvre qui renforçait les positions de Valois. L'attaque frontale de l'« Action » contre la nouvelle organisation a eu lieu une semaine plus tard, le 14 décembre, dans la salle Horticulture où se tenait la réunion au cours de laquelle devait être créé le « Faisceau Universitaire ». Dans la salle se trouvait environ mille personnes ; cinquante légionnaires, dont la moitié sur la tribune et l'autre moitié à côté de l'entrée, veillaient au maintien de l'ordre. Après l'ouverture des débats, Paul Guérin de l'« Action Française » a demandé à haute voix au Président du « Faisceau Universitaire », Hubert Bourgin, si Monsieur Valois était un honnête homme. A ce moment-là, quelques légionnaires s'étaient approchés de lui et une bagarre a commencé. Un membre du comité de l'« Action Française », le colonel Larpent, s'est levé et a crié : « Valois est misérable ! » Ce fut le signal pour les deux cents Camelots du Roi qui se sont mis à marcher sur la tribune. En quelques minutes, tous les liens avec l'« Action Française » furent définitivement rompus⁴⁴.

Dans « Le Nouveau Siècle » du 16 décembre 1925 fut publié un article dont l'auteur (probablement Valois lui-même) refusait toute polémique avec l'« Action Française ». On y faisait seulement rappeler que « Le Nouveau Siècle » avait été créé pour faciliter l'« action nationale » au moment de la grande crise financière. Pourtant l'« Action », jalouse des influences qu'elle avait commencé à perdre dans les milieux universitaires au profit de ses anciens collaborateurs, décida de les déranger dans leur action. L'auteur soulignait en même temps que l'oeuvre entreprise par le Faisceau est fondée sur l'autorité morale de ceux qui, pen-

⁴⁴ L'« Action Française » et « Le Nouveau Siècle », le 15 décembre 1925.

dant la guerre, au lieu de continuer les discussions philosophiques et politiques, avaient versé leur sang dans les tranchées sur la première ligne du front et qui sont, comme personne d'autre en France, autorisés à prendre la parole dans les questions d'importance nationale. Les combattants français pensaient que le sacrifice du sang sur les fronts de la Première Guerre mondiale avait fait d'eux, à certains égards, une force prédestinée pour défendre la France qui, d'après eux, était affaiblie par un « parlementarisme déchaîné » et par la démocratie à la façon de la III^e République. Ils prétendaient être les hommes les plus responsables pour les destins de la patrie par la « communion de la boue et du sang ». Ils parlaient souvent de « jeunesse perdue » et de « guerre — école de la vie ». « La boue des tranchées » les ennoblissait en faisant d'eux la « noblesse de feu » du XX^e siècle ⁴⁵.

Il est bien connu que cet « esprit » spécifique de combattants qui avaient apporté du front certaines habitudes militaires et certains schémas de pensée (le culte de l'uniforme, l'amour des défilés en tant que démonstration de force et de discipline, le mépris pour les politiciens qui font éclater les guerres dans lesquelles d'autres doivent combattre et payer souvent le prix le plus élevé), fut l'une des composantes de presque tous les mouvements fascistes européens. Il serait même possible de dire qu'il fut l'une des composantes qui avaient décidé de leur naissance. On n'a pas besoin d'ajouter que l'imagination d'hommes tels que Valois fut fortement influencée par l'exemple des chemises noires italiennes.

Cependant une polémique violente s'était engagée entre l'« Action Française » et « Le Nouveau Siècle ». Ce fut en réalité une attaque contre le « Faisceau » et Valois en personne. Daudet fut le premier à prendre la parole. Raillant la nouvelle organisation, il écrivait que Valois fondait « „Fesso”, caricature du Fascio italien, destiné à réconcilier les communistes assassins et les patriotes assassinés dans une même chemise de couleur ». D'une manière particulièrement agressive, Daudet attaquait le « dictateur » Valois en personne ⁴⁶.

⁴⁵ J. Plumyène, R. Lasierra, *op. cit.*, pp. 48 - 49.

⁴⁶ L'« Action Française », le 2 janvier 1926.

Valois a répondu par un long article où il explique qu'il ne voulait nullement s'engager dans une polémique de ce genre, mais comme Maurras, homme d'une grande autorité sociale, y a pris part, lui-même, il a décidé de prendre la parole. Il a été surtout blessé par l'insinuation selon laquelle il était un agent et un provocateur à la solde d'Aristide Briand. Cela l'étonnait, car les chefs de l'« Action Française » savaient parfaitement que son mouvement était financé par un groupe de gens très riches et que, par conséquent, le chef du Faisceau n'avait pas besoin de s'occuper de rapporter à la police. Il rappela en même temps que ses anciens collaborateurs de l'« Action » « lui faisaient payer » pour deux interviews qu'il avait accordées à la presse italienne. Le 7 novembre 1925, dans « Momento » de Turin, Valois déclara qu'il avait quitté l'« Action Française », malgré plusieurs années de coopération, après avoir constaté que, depuis un temps assez long, elle ne menait pas d'action positive. A cette occasion, il dit encore au journaliste italien que depuis longtemps il s'opposait à la participation de la Ligue aux élections et proclamait la nécessité des solutions radicales. Valois répéta ses principales thèses au journaliste d'un quotidien romain qui les a publiées le 8 décembre 1925. Selon Valois, ce sont précisément ces deux interviews qui ont fait enrager Maurras et Daudet, car lorsqu'il a quitté l'« Action Française », il a fait lui-même tout ce qu'il fallait pour que son départ ne fût pas l'occasion de malentendus ⁴⁷.

La polémique continua assez longtemps. L'article le plus agressif fut publié par Daudet dans l'« Action Française » du 21 janvier 1926. Il y écrivait que Cressent, appelé Valois, avait trahi les monarchistes, il se moquait du chef de « Fesso » en qui l'anarchiste Cressent visant la « révolution sociale » combattait avec l'économiste Valois désirant la « révolution nationale ». Selon lui, le second voulait au nom de la solidarité des classes conduire à la coopération des communistes et de la bourgeoisie, les origines politiques comptant moins qu'un passé de combattants commun.

Cette campagne de l'« Action Française » visait, semble-t-il, à arrêter le départ des membres de la Ligue pour la nouvelle organisation. A son départ de l'« Action Française », Valois a en-

⁴⁷ « Le Nouveau Siècle », le 15 janvier 1926.

traîné un groupe assez important des partisans de la Ligue. Dans la région sud-est, par exemple, 30 % des partisans de l'« Action » sont passés au « Faisceau ». De pareilles pertes ont été notées dans d'autres organisations de l'extrême droite. Selon les données de la police, vers la mi-décembre 1925, 131 centuries des Jeunesses Patriotes avec leurs cadres et des centaines de jeunes partisans sont entrés dans les rangs du « Faisceau »⁴⁸.

Les dirigeants des deux ligues citées ci-dessus étaient jaloux de voir leur clientèle partir, mais ils n'étaient pas en état (surtout l'« Action ») de concourir avec le programme dynamique de Valois. En avril 1926, comme l'attestent les archives de la police, l'« Action Française » comptait dans la région parisienne 14 500 membres tandis que le « Faisceau » groupait plus de 20 000 personnes, et il ne faut pas oublier que l'apogée de la force de cette organisation se situe seulement quelques mois plus tard⁴⁹.

Pourtant l'action des royalistes remporta un certain succès et contribua à dominer la panique de décembre. A partir de la fin janvier 1926, le quotidien « Le Nouveau Siècle » ne pouvait plus compter sur la plupart des écrivains, publicistes et journalistes qui, quelques semaines plus tôt, avaient déclaré leur volonté de coopérer. Certains ne voulaient pas non plus se lier avec le mouvement de Valois pour plus longtemps. François Xavier Vallat soulignait même dans ses souvenirs qu'il ne s'était jamais acheté de chemise bleue et que le jour où « Le Nouveau Siècle » a défendu aux membres du « Faisceau » d'utiliser les parapluies « bourgeois », il a démissionné⁵⁰.

Valois désirait grouper les combattants autour du drapeau tricolore, mais il menait aussi une action pour gagner les ouvriers « aveuglés ». Selon lui, seul le fascisme était état de résoudre globalement la question ouvrière, car lui seul voulait une classe ouvrière vraiment forte, organisée en associations et corporations⁵¹.

⁴⁸ Z. Sternhell, *Anatomie d'un mouvement...*, pp. 11 - 13.

⁴⁹ K.-J. Müller, *Die französische Rechte und der Faschismus in Frankreich 1924 - 1932*, in : *Industrielle Gesellschaft und politischen System. Beiträge zur politischen Sozialgeschichte*, Bonn 1978, p. 428.

⁵⁰ F. Xavier Vallat, *Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite (1919 - 1944)*, Paris 1957, pp. 132 - 133.

⁵¹ « Le Nouveau Siècle », les 2 avril et 1^{er} mai 1926.

Le « Faisceau » se montrait en même temps comme la seule force réelle qui s'opposait au Cartel des Gauches⁵².

Il est tout à fait compréhensible que le retour au pouvoir de Raymond Poincaré ait compliqué la situation du « Faisceau ». On ne pouvait pas attaquer aussi violemment son gouvernement que les précédents cabinets du Cartel, d'autant plus qu'au début de 1927, Valois et Jacques Arthus furent reçus par lui en audience. La conversation se centra principalement autour des questions économiques⁵³. Valois lui-même avoua plus tard que les succès de Poincaré avaient causé des difficultés à l'activité du mouvement, car la nation acceptait en masse le « poincarisme »⁵⁴.

En automne 1926, après que Coty avait arrêté les subventions, la situation matérielle de la rédaction du « Nouveau Siècle » s'est visiblement aggravée. En même temps, une certaine dissension s'est fait sentir parmi les dirigeants du mouvement. Jean Brière, responsable pour le « Faisceau » en Lorraine durant quelques mois, accusa Valois d'avoir soumis l'organisation au quotidien « Le Nouveau Siècle ». Il semble qu'au moins à partir de mars 1927, Valois comprit que le mouvement n'avait pas un grand avenir et commençât à changer d'attitude. En juillet, après avoir remis la direction du mouvement entre les mains de René de la Porte, il se rendit en compagnie de son fils et d'un groupe d'amis en pèlerinage à Lourdes⁵⁵.

A l'approche des élections parlementaires, « Le Nouveau Siècle » proposa une réforme du système électoral en déclarant que dans la situation actuelle aucun parti ne pourrait gouverner seul. Il n'y avait pas non plus de possibilité de créer un nouveau parti qui pourrait gouverner tout seul. Valois le réalisa grâce à l'exemple de sa propre organisation de « masse », le « Faisceau ». C'est pourquoi il proposa de créer au-delà des partis quelque chose comme une association d'électeurs⁵⁶.

A la fin de 1927 et au début de 1928, il est facile d'observer un certain glissement de l'équipe du « Nouveau Siècle » vers la

⁵² *Ibidem*, le 30 mars 1926.

⁵³ Y. Guchet, *op. cit.*, p. 198.

⁵⁴ « Le Nouveau Siècle », le 29 mai 1927.

⁵⁵ Y. Guchet, *op. cit.*, p. 199.

⁵⁶ « Le Nouveau Siècle », le 4 janvier 1927.

gauche. Valois vantait alors ardemment « l'Etat syndical » en tant que panacée à toute crise politique et économique. « Le rôle de l'Etat va changer — écrivait-il — [...] il faut qu'il devienne l'Etat syndical »⁵⁷.

Quand Charles-Albert demanda dans « La Volonté » : « Et pourquoi pas un Faisceau de gauche ? », « Le Nouveau Siècle » reproduisit cet article intégralement, avec un commentaire bienveillant de Valois qui appuyait pleinement cette initiative⁵⁸. Cette évolution vers l'anarcho-syndicalisme traditionnel français signifiait en pratique un éloignement du mussolinisme. Valois appelait alors le fascisme italien, « qui fut à son origine une des formes du socialisme », « une des formes de la réaction », tandis qu'en France, au contraire, le fascisme, compris au début comme une forme de gouvernement de la réaction, allait évoluer vers le syndicalisme⁵⁹.

Le 1^{er} avril 1928 parut le dernier numéro du « Nouveau Siècle », conçu de façon à donner au lecteur l'impression que la rédaction s'en va porter ses idéaux dans les masses. On y soulignait que « le fascisme a accompli en France sa mission historique — qui a été de disloquer les vieilles formations, de provoquer, au-delà des vieux partis, le rassemblement des équipes de l'avenir ».

Le 10 juin 1928, Valois fonda le Parti républicain syndicaliste. Quelques semaines plus tôt, ses anciens camarades avaient créé le Parti socialiste révolutionnaire, et Coty et Bucard commencèrent à publier le quotidien « L'Ami du Peuple ». Valois lui-même, qui comprit relativement vite l'essentiel de l'hitlérisme, est resté jusqu'à la guerre un pacifiste déclaré. Après les événements du 6 février 1934, quand les ligues de la droite avaient provoqué des attaques des forces de l'ordre dans les rues de Paris, il signalait dans la revue « Le Nouvel Age » qu'il éditait alors, que le racisme d'Adolphe Hitler fut trop souvent considéré en France comme un phénomène passager et inoffensif. Selon Valois, qui

⁵⁷ *Ibidem*, le 4 janvier 1928.

⁵⁸ P. Milza, *L'Italie fasciste devant l'opinion française, 1920 - 1940*, Paris 1967, p. 137.

⁵⁹ « Le Nouveau Siècle », le 25 février 1928.

s'intéressa relativement tôt au problème juif⁶⁰, toutes les analogies avec l'antisémitisme de Drumont, qui n'avait pas trouvé en France beaucoup de partisans ni des bases solides, sont illusoires et trompeuses. Avec le temps, Valois prétendait que le racisme est devenu peu à peu une doctrine universelle. Autant encore après la Première Guerre mondiale, il fut principalement une doctrine idéologique, autant vingt ans plus tard il est devenu idéologie d'Etat dans une partie importante de l'Europe. C'est à cause de ce dynamisme que Valois considérait le racisme comme le principal ennemi de l'humanité, comme l'ennemi de la civilisation. Il semble que tout simplement il en eût peur. Au racisme des nazis il opposait l'humanisme avec sa conception de l'égalité de tous les hommes, l'humanisme fondé sur la morale chrétienne, les projets socio-politiques de la Révolution française et les projets économiques de la révolution d'octobre. Il ne s'agissait pas d'une opposition militaire, au contraire, le pacifiste Valois proposait, au lieu d'une confrontation militaire, une grande polémique entre les partisans du racisme et ceux de l'humanisme. Il est compréhensible que cette proposition idéaliste, et au fond naïve, ne pouvait pas intéresser les fascistes. D'ailleurs, semble-t-il, Valois en était conscient. Lui-même, il écrivait que la confrontation militaire avec les démocraties de l'Occident était, selon les fascistes, le but, même une nécessité historique⁶¹. Si l'on se rappelle cette évolution vers la gauche, il est plus facile de comprendre pourquoi, en 1941, ce premier candidat pour être le *duce* français fut déporté, pour ses relations avec la Résistance, au camp de Bergen-Belsen où il est mort en 1945.

D'après nos considérations, on voit bien que la vie de Valois était pleine de contradictions et d'inconséquences : monarchiste

⁶⁰ Lors de son voyage en Russie en 1902, Valois a prêté une attention spéciale aux ghettos dans les villes polono-lituanienues telles que Suwalki, Kowno, Wilno. C'est là qu'il a pour la première fois remarqué l'existence chez les Juifs d'un nationalisme spécifiquement violent cultivé dans le sionisme. Il a compris alors aussi combien nombreuse était l'émigration juive des régions ouest de Russie en France, en Angleterre, en Afrique du Sud et aux Etats-Unis (G. Valois, *D'un siècle à l'autre...*, pp. 186 - 193).

⁶¹ G. Valois, *Guerre ou blocus économique ? Racisme contre humanisme. Interprétation des événements depuis 1931. Technique de la lutte contre le racisme et de la victoire sans guerre. Technique de l'humanisme constructif*, Paris 1939, pp. 127 - 138.

luttant pour une République syndicale, fasciste cherchant une entente avec les communistes, anarcho-syndicaliste teinté de socialisme qui collaborait avec les réactionnaires de l'« Action Française ». Valois était-il alors effectivement fasciste ? La réponse à cette question n'est pas facile. Il semble que Valois n'ait pas senti le vrai fascisme. Il ramenait l'essentiel de ce phénomène aux questions sociales. Il a su proposer d'intéressantes solutions sociales. Contrairement aux militants de l'« Action Française », il se prêtait mieux à être un chef de style fasciste. Il liait adroitement en lui-même les traits d'idéologue et de chef des masses, mais il était dépourvu de démagogie de la parole et il ne se souciait pas de créer le mythe de son propre charisme. Il pensait que les combattants étaient les plus aptes à renouveler la vie sociale et politique. Comme nous l'avons déjà dit, ce sont eux qui, selon le sentiment commun, étaient le meilleur groupe social, le plus pur moralement, ce sont eux qui, dans la plus grande mesure, étaient prédestinés à l'action. Dans un de ses ouvrages, Valois écrit que « les combattants mettront de l'ordre dans les affaires de la France » et il ajoute que « les Français ne sont pas dégénérés : ce sont les meilleurs soldats et les meilleurs ouvriers du monde »⁶². Pour les animer et les inciter à agir, on a créé l'organisation le « Faisceau ». Marcell Handelman, éminent historien polonais, a porté à propos de ce mouvement entre autres le jugement suivant : « Il y a en lui un fascisme spécifiquement français des chemises bleues qui doit unir dans un seul camp les représentants de la jeunesse nationaliste, la jeunesse socialiste et la jeunesse catholique, tous ceux qui, une fois réunis, pourraient constituer la base d'une cohorte ferme, marchant sans hésitation sous les ordres du commandant qui est seul à connaître la voie qui conduit aux projets de l'avenir, d'ailleurs indéfinis, et à une certaine organisation syndicale et dictatoriale où tout doit s'appuyer sur la famille et sur les syndicats, et être soumis au pouvoir fort d'un seul homme absolument hostile à la toute-puissance du Parlement en train de décliner »⁶³.

⁶² G. Valois, *La révolution...*, p. 27.

⁶³ M. Handelman, *Francja [La France]*, Warszawa 1928, p. 18.

Valois constatait avec amertume que, tandis que les combattants russes ont créé la République soviétique, les combattants italiens l'Etat fasciste et les combattants américains ont entrepris, à l'aide de leurs banques, la colonisation du vieux continent, les combattants français n'ont rien créé ni ne se sont engagés dans rien⁶⁴. Il les appelait donc à créer l'Etat des combattants. « La république des combattants — écrivait-il — revendique le pouvoir devant la „république des camarades” »⁶⁵. Ce serait donc, selon lui, un Etat antidémocratique — le contraire de la III^e République parlementaire. Le caractère apolitique du mouvement, compris de façon tout à fait spécifique, le soulignait encore plus fort : « Nous ne sommes pas — écrivait Valois — ni à droite ni à gauche. Nous ne sommes pas pour l'autorité contre la liberté. Nous sommes pour une autorité souveraine forte et pour une liberté non moins forte. Pour un Etat fortement constitué et pour une représentation nouvelle régionale, syndicale, corporative »⁶⁶.

Pourtant l'expérience de Valois échoua. Le mouvement n'a pas trouvé l'appui des masses, il ne s'est même pas constitué un groupe parlementaire du « Faisceau ». Il est vrai que Valois proclamait un peu démagogiquement qu'il était prêt à prendre le destin de la patrie dans ses mains, mais il n'a jamais disposé d'un appui aussi fort qui lui aurait permis d'y penser sérieusement. En automne 1927, privé de l'aide financière de Coty, Valois a constaté que le fascisme était l'une des solutions parmi d'autres et qu'il en existait d'autres qui seraient plus facilement acceptées en France⁶⁷.

Le vrai fasciste, Robert Brasillach, appelait Valois un « luna-tique » et ne surestimait pas son oeuvre⁶⁸. Cependant les auteurs d'un ouvrage, devenu classique, sur le fascisme français, prétendent que ce fut « le premier parti fasciste français et [que] c'est aussi le plus français des partis fascistes qui seront fondés en France »⁶⁹. Le chercheur américain Roderick Kedward va encore

⁶⁴ « Le Nouveau Siècle », le 13 novembre 1927.

⁶⁵ G. Valois, *Le fascisme...*, p. 140.

⁶⁶ « Le Nouveau Siècle », le 28 novembre 1926.

⁶⁷ *Ibidem*, le 23 octobre 1927.

⁶⁸ R. Brasillach, *Notre avant-guerre*, Paris 1941, p. 29.

⁶⁹ J. Plumyène, R. Lasier, *op. cit.*, p. 43.

plus loin quand il appelle le « Faisceau » « le premier parti vraiment fasciste en France » dont l'exemple fut suivi par la « Solidarité Française » et le « Francisme »⁷⁰ ; et Zeev Sternhell affirme même (en oubliant NSDAP) que le « Faisceau » fut le premier mouvement fasciste né en dehors d'Italie⁷¹.

Valois serait-il donc, en effet, le premier fasciste français, le premier candidat à être *duce* de style nouveau ? Comme nous l'avons déjà dit, les dirigeants du « Faisceau » s'appelaient eux-mêmes fascistes et se référaient ouvertement au fascisme italien. Ils se posaient volontiers en de vrais fascistes et considéraient leur mouvement comme correspondant du *fascio* italien. A cet endroit, il faut faire certaines objections. Ce fut la fascination pour Mussolini et pour l'Italie d'avant 1925, Italie qu'un spécialiste polonais de la question est enclin à considérer comme un Etat « seulement » autoritaire encore⁷². Il est donc possible de dire que ces candidats à être de « vrais » fascistes étaient un peu effrayés par la vision totalitaire du vrai fascisme. Peut-être n'ont-ils pas compris que le totalitarisme constituait l'essence du fascisme. Valois, lui-même, était au fond de l'âme toujours « révolutionnaire » et c'est avant tout cet aspect spécifiquement « révolutionnaire » qui l'attirait dans le fascisme. Quand il a compris que le fascisme était réactionnaire dans son essence, il a commencé lentement à se retirer. Pour lui, le fascisme c'était la destruction des structures socio-politiques de la bourgeoisie, c'était avant tout une lutte sociale menée avec des méthodes légales. Il a même affirmé dans sa revue que le coup d'Etat n'est jamais entré dans le programme du « Faisceau »⁷³.

Valois n'était pas, semble-t-il, l'homme très fort pour lequel il voulait se faire passer. Il était plein de contradictions intérieures. Ce n'est pas un hasard si son fascisme était libre d'antisémitisme et en partie aussi, d'anticommunisme. Nous ne savons pas

⁷⁰ R. Kedward, *Fascism in Western Europe, 1900 - 1945*, New York 1971, p. 78.

⁷¹ Z. Sternhell, *Anatomie d'une mouvement...*, p. 5 ; v. aussi idem, *Fascist Ideology*, in : *Fascism a Readers Guide. Analyses — Interpretations — Bibliography*, éd. par W. Laqueur, Berkeley—Los Angeles 1976, p. 321.

⁷² J. W. Borejsza, *Mussolini był pierwszy...* [Mussolini fut le premier...], Warszawa 1979, p. 79.

⁷³ « Le nouveau Siècle », le 18 septembre 1927.

au juste comment il comprenait l'essence du fascisme et du communisme. Le 27 avril 1926, il affirmait avec conviction dans « Le Nouveau Siècle » que Moscou était sur la voie du fascisme. Il nous semble que Valois identifiait le fascisme et l'antiparlementarisme et dans ce sens-là son mouvement fut absolument fasciste. Le mouvement avait son chef idéologue, et une discipline paramilitaire. Les membres du « Faisceau », tels de vrais fascistes, portaient des chemises de couleur et accentuaient le caractère hiérarchique de leur organisation. A l'extérieur, ils ne différaient pas beaucoup de leurs collègues italiens, mais en réalité ils étaient toujours d'abord Français et seulement ensuite adeptes de la doctrine fasciste universelle. Il est probable qu'ils ont voulu mettre en pratique la vision fasciste proposée par Camille Aymard pour lequel le fascisme était la révolte des classes moyennes, révolte dominée par la tendance nationaliste et la tendance conservatrice. Aymard et, après lui, les membres du « Faisceau » s'élevaient en général contre les organisations cosmopolites. Selon cette conception, le fascisme se présentait comme une rébellion des jeunes et des anciens combattants contre les politiciens professionnels. « Le fascisme — dit Aymard — personnifie une volonté puissante de reconstruction nationale. C'est une école de caractère et d'énergie individuelle »⁷⁴.

Le « Faisceau » organisait des meetings et des manifestations de combattants pour montrer au pouvoir la force du nouveau mouvement. Yves Guchet, qui proteste fermement contre l'opinion selon laquelle cette organisation est un calque du fascisme italien, appelle ces actions une espèce de marche sur Rome⁷⁵.

Pour qu'on puisse parler d'un vrai fascisme, il a manqué à la doctrine du « Faisceau », semble-t-il, une dose indispensable d'agressivité et de violence. On y chercherait en vain un militarisme violent et des ambitions expansionnistes. Valois n'avait pas de vision de la conquête du monde, il ne voulait pas non plus assujettir d'autres nations. Son but, comme il disait, c'était l'Etat des combattants qu'il pensait créer, et ses ouvrages sont là pour en témoigner, à la suite d'une révolution nationale faite plutôt sans

⁷⁴ C. Aymard, *op. cit.*, p. 206.

⁷⁵ Y. Guchet, *op. cit.*, p. 164.

effusion de sang. De plus, on ne peut pas analyser l'épisode éphémère du « Faisceau » en dehors de l'activité postérieure de Valois. Dans les années trente, il s'élevait contre la politique de conquête des Etats fascistes. Il soulignait que le fascisme avait créé un nouveau type d'Etat militariste qui est devenu instrument dans les mains du grand capital. Valois, qui a lu *Mein Kampf*, n'avait pas d'illusion quant aux plans et aux projets d'Hitler et, déjà en décembre 1936, il a demandé de l'aide pour les républicains espagnols ⁷⁶.

En novembre 1937, Valois écrivit que l'Europe serait inondée par le fascisme si elle ne lui s'opposait fermement. Comme à l'époque le fascisme était inséparablement lié avec le danger d'une nouvelle guerre, cet ancien combattant soulignait que « la lutte contre le fascisme et la lutte contre la guerre sont une même lutte ». Il avançait qu'en Europe s'étaient formés deux blocs : le groupe d'Etats fascistes, dans lequel il comptait l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie annexée, la Pologne, la Yougoslavie, la Roumanie, le Portugal et l'Espagne, et le groupe d'Etats démocratiques où, à côté de la France et de la Grande-Bretagne, il plaçait les pays scandinaves, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas et l'Union soviétique ainsi que ces pays du premier groupe qui étaient liés avec la France, à savoir la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie. Nous ne savons pas au juste pourquoi Valois avait situé la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie dans les deux groupes, mais il n'est pas exclu que dans ses calculs il ait pris en considération les tendances profrançaises ou, pour présenter la chose de manière plus large, prooccidentales de certains groupes socio-politiques, eux-mêmes assez forts, dans ces pays. Si nous avons raison, il serait possible de voir dans son raisonnement la division maurrassienne en « pays légal » et « pays réel », en Nation imprégnée d'idéaux démocratiques et Etat « fasciste ». Au lieu d'une confrontation des deux blocs, Valois proposait une coexistence dans la paix et une exploitation commune des territoires d'outre-mer. Il appartenait aux adversaires de la conférence de

⁷⁶ G. Valois, *Guerre ou blocus économique ?...*, pp. 9 - 10, 20.

Munich et il prétendait que les Allemands avaient bluffé, n'ayant pas été préparés à la guerre en 1938⁷⁷.

Qui était au juste Georges Valois, complètement oublié de nos jours ? Nous pensons qu'autant il serait possible de considérer le « Faisceau » comme organisation fasciste, autant il serait difficile de voir en son chef un vrai fasciste. Le destin des dirigeants du « Faisceau » fut différent. Philippe Barrès, l'un des cofondateurs du mouvement qui encore en 1933 s'émerveillait du renouveau hitlérien, se trouva, après la défaite de la France en 1940, aux côtés du Général Charles de Gaulle. Marcel Bucard qui avait organisé les Légions, était pendant la guerre l'un des collaborateurs les plus fervents ce qu'il a payé cher après la libération, ayant été condamné à mort et exécuté le 19 mars 1946. Un autre militant du « Faisceau », Jacques Arthus, pour ses contacts avec la Résistance, fut déporté en Reich comme Valois. Ainsi donc, la participation active à l'« expérience fasciste » initiée par Valois n'a pas déterminé ou pouvait ne pas déterminer l'activité politique postérieure des membres du « Faisceau ». Nous pensons aussi que cette « expérience fasciste » n'a pas exercé une trop grande influence sur l'attitude et l'activité de Valois lui-même qui, au fond de son âme, est sans doute toujours resté fidèle aux conceptions anarcho-sindicalistes du début du XX^e siècle.

(Traduit par Joanna Zurowska)

⁷⁷ *Ibidem*, pp. 60 - 68, 175 - 242.